

Le débat sur les notions de dissuasion et de sécurité Debates on Deterrence : Security and Mutual Security

Robert Jervis

Volume 20, numéro 3, 1989

Les études stratégiques : où en sommes-nous?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702541ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702541ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Jervis, R. (1989). Le débat sur les notions de dissuasion et de sécurité. *Études internationales*, 20(3), 557–575. <https://doi.org/10.7202/702541ar>

Résumé de l'article

This article deals with two general arguments about how nuclear weapons might produce or prevent war, both based on themes present in pre-nuclear eras. The first debate is over whether traditional military policies increase or decrease the likelihood of war, whether a policy relying on implicit or explicit threats deter or provoke. The second debate centers on how nuclear weapons are brought into the framework of force and threats, and how deterrence can be made most effective, through a posture of deterrence by denial versus deterrence by punishment. Involved in these arguments are disputes over international politics, the nature and intentions of the Soviet Union, and the changes brought about by nuclear weapons.

Le débat théorique sur les notions de dissuasion et de sécurité

Robert JERVIS*

ABSTRACT — Debates on Deterrence : Security and Mutual Security

This article deals with two general arguments about how nuclear weapons might produce or prevent war, both based on themes present in pre-nuclear eras. The first debate is over whether traditional military policies increase or decrease the likelihood of war, whether a policy relying on implicit or explicit threats deter or provoke. The second debate centers on how nuclear weapons are brought into the framework of force and threats, and how deterrence can be made most effective, through a posture of deterrence by denial versus deterrence by punishment. Involved in these arguments are disputes over international politics, the nature and intentions of the Soviet Union, and the changes brought about by nuclear weapons.

Les hommes d'État et les chercheurs en politique internationale, de la période d'après-guerre, ont été préoccupés par le fait de conserver la conjoncture d'après-guerre comme une situation de *post-guerre* et non comme celle d'une *pré-guerre*. Le problème était sérieux, mais il a pu être résolu par l'invention des armes nucléaires. Il est évident que la paix est nécessaire. Sans pour autant minimiser les horreurs des précédentes guerres, une guerre nucléaire serait beaucoup plus dévastatrice puisque les destructions risqueraient d'être massives. Aussi longtemps que l'adversaire pourra utiliser l'arme atomique comme représailles, aucun dirigeant sensé ne s'engagerait dans une telle voie. D'où la notion de dissuasion.

La dissuasion, en tant que fait, a bien entendu vu le jour avant les explosifs nucléaires. En effet, si on inclut dans cette rubrique la notion de défense ou ce que Glenn Snyder appelle la «dissuasion par la négation»,¹ la capacité de se défendre ou de gagner la guerre constituait une forme de dissuasion : la paix était maintenue par la possibilité de s'opposer aux objectifs de guerre des autres. Cependant, les armes nucléaires ont entraîné la «dissuasion par les représailles». La bombe atomique ne pourrait pas permettre à un État de gagner la guerre, surtout face à un ennemi possédant les mêmes armes. Toutefois, elle donnerait la possibilité de causer beaucoup de torts à l'ennemi au point d'amener celui-ci à regretter d'avoir engagé les hostilités. Un grand stock d'armes ne pourrait plus

* Professeur au Département de science politique et à l'Institut des études sur la guerre et la paix de l'Université Columbia, New York.

1. Glenn SNYDER, *Defense and Deterrence*, Princeton, Princeton University Press, 1960.

Revue Études internationales, volume XX, n° 3, septembre 1989

protéger un État parce que son armée et les armes, en sa possession, ne pourraient plus rivaliser avec celles de l'adversaire. Ces armes amèneraient plutôt ce dernier à comprendre que la guerre risque d'occasionner des pertes de loin supérieures aux gains éventuels. Mais cette forme de dissuasion n'était pas, non plus, complètement nouvelle. Thucydide (v.460-v.400 avant J.-C.), dans son *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, a décrit les incursions spartiates dans les champs athéniens et George Quester, dans *Deterrence Before Hiroshima*, a examiné les tentatives plus systématiques de dissuasion par représailles utilisées avant les deux guerres mondiales.² Mais, pendant la période d'après-guerre, le facteur représailles, au lieu d'être un élément parmi tant d'autres, est devenu prédominant. En outre, la conception des théories dans ce domaine s'est avérée beaucoup plus systématique et a joué un rôle important dans l'opinion publique et peut-être aussi dans l'élaboration des politiques.³

Il semble donc utile, en matière de dissuasion, d'analyser les principales discussions qui ont eu lieu aux États-Unis depuis le début de l'ère nucléaire. De prime abord, on pourrait émettre trois réserves. Premièrement, mes capacités linguistiques exigent que ce débat se limite à la littérature américaine. Deuxièmement, nous allons concentrer notre essai sur quelques arguments théoriques et ignorer l'impact des armes nucléaires sur la politique internationale.⁴ Troisièmement, nous avons sélectionné les deux débats que nous croyons les plus importants ; toutefois, ils n'épuisent certainement pas le sujet.

D'emblée, les armes nucléaires ont soulevé deux controverses sur la manière dont elles pourraient provoquer ou prévenir la guerre ; les deux font appel à des thèmes qui existaient déjà à une époque plus ancienne, mais les armes nucléaires les ont façonnés comme elles l'ont fait à l'égard de la politique internationale. La question fondamentale était de savoir si les politiques militaires traditionnelles augmenteraient ou diminueraient la possibilité d'une guerre. En d'autres mots, comment une politique axée sur une menace implicite ou explicite pourrait dissuader ou provoquer. Cette question comprenait une série de sous-débats sur la politique internationale, la nature des intentions de l'Union soviétique et les transformations (dans le cas où il en existerait), que les armes nucléaires ont provoquées.

Le second débat supposait que les armes nucléaires feraient partie intégrante de la force et de la menace. Ainsi, les discussions en étaient réduites à la politique militaro-stratégique basée sur l'efficacité éventuelle de la dissuasion. En résumé, la controverse opposait les partisans de la dissuasion par la négation à ceux de la dissuasion par les représailles ; ceux qui soutenaient que les armes nucléaires étaient des armes comme les autres et ceux qui croyaient qu'elles pouvaient provoquer une révolution.

2. George QUESTER, *Deterrence Before Hiroshima*, New Brunswick, Transaction Books, 1986.

3. Je dis «peut-être» parce que bien que l'influence de la théorie de la dissuasion ait toujours été affirmée, il est difficile de la démontrer. En fait, aucune tentative sérieuse n'a été faite en ce sens.

4. Pour une telle discussion, voir Robert JERVIS, *The Meaning of the Nuclear Revolution*, Ithaca, Cornell University Press, 1989.

I – La menace : dissuasion ou provocation ?

Bien que toute typologie implique des omissions ou des déformations, un bon nombre de guerres, dans lesquelles au moins l'un des camps a voulu préserver les grandes lignes du statu quo, s'insèrent dans l'une des deux catégories suivantes :

Les guerres où l'adversaire était agressif et croyait que la puissance du statu quo manquait de ressources ou de volonté et ;

Les guerres dans lesquelles les deux camps, malgré leur volonté de vivre avec le statu quo, s'affrontaient, chacun se méfiant de l'autre et cherchant unilatéralement à se renforcer, d'où l'hostilité et l'accumulation d'une force de frappe considérable de part et d'autre.

Bien entendu, toute guerre sous-tend une prescription implicite : pour éviter le premier type de guerre, l'État s'armerait et constituerait des alliances tandis que, dans le second cas, il devrait être modéré et rechercher le contrôle des armements. Bien sûr, le dilemme est que les deux prescriptions s'opposent presque totalement.⁵

On a souvent qualifié la Deuxième Guerre mondiale de « modèle de Munich » et la Première de « modèle de Sarajevo ». Notons qu'il s'agit ici d'une caricature qui ne correspond pas entièrement au modèle. Mises à part les curieuses affirmations, que je crois largement erronées de A.J.P. Taylor,⁶ la Deuxième Guerre mondiale concorde avec le modèle puisque, contrairement aux convictions de Chamberlain et de ses confrères, les armées Alliées n'auraient pas provoqué Hitler. Ce dernier était réellement belliqueux et seule la force pouvait le contraindre. Toutefois, contrairement aux implications du modèle, la dissuasion était probablement impossible. Sauf si Hitler avait été renversé de l'intérieur – conséquence éventuelle de la détermination des Alliés qui a fréquemment été discutée – mais il aurait tout de même combattu. Bien entendu, il eût mieux valu que les Alliés affrontent l'Allemagne plus tôt, mais la guerre n'aurait pu être évitée.

Les origines de la Première Guerre mondiale ont été discutées à un niveau beaucoup plus important parce que l'Allemagne du Kaiser présentait une façade beaucoup plus ambiguë que celle de Hitler. La question fondamentale est de savoir si cet État était expansionniste ou si la sécurité mutuelle aurait été possible dans le cas où les pays de l'Entente auraient adopté des mesures de conciliation adéquates. Ce problème s'applique tant à la dynamique à long terme du conflit qu'aux forces à court terme qui ont déclenché la guerre en 1914. Bien

5. Pour une discussion sur la question, voir Robert JERVIS, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976, chap. 3. Pour des arguments et des preuves tirés en grande partie hors de la politique internationale, voir Paul STERN *et al.*, dir., *Perspectives on Deterrence*, New York, Oxford University Press, 1989.

6. A.J.P. TAYLOR, *The Origins of World War II*, New York, Atheneum, 1961.

que des réponses définitives soient impossibles à formuler, Fritz Fischer, qui a amorcé certaines recherches sur ce sujet, a établi que la dynamique interne de l'Allemagne a rendu la conciliation difficile voire improbable.

Tout comme les historiens qui ont discuté des origines des précédentes guerres en termes de conciliation et de provocation, causes en opposition, les hommes d'État modernes ont utilisé la même typologie dans les situations qu'ils ont affrontées. Les débats qui ont eu lieu en Grande-Bretagne, avant les deux guerres, en constituent de bonnes illustrations. Le mémorandum de Eyre Crowe de janvier 1907, sur les intentions allemandes, utilisait l'argument classique du besoin de la force, de la fermeté et du danger de la conciliation. Les discours de Churchill, trente ans plus tard, avaient des aspects similaires, bien que de façon plus virulente, étant donné sa position minoritaire. Contrairement à ces «faucons», un bon nombre d'analystes libéraux, d'avant la Première Guerre mondiale et du gouvernement britannique précédant la Deuxième Guerre mondiale, ont affirmé que les motivations de l'Allemagne étaient largement défensives. De plus selon eux, une diplomatie rigide et énergique aurait augmenté l'hostilité et les craintes allemandes, et une politique de «conciliation» aurait maintenu la paix sans sacrifier les intérêts britanniques.⁷

Ainsi, il n'est pas surprenant de retrouver de tels arguments aux États-Unis pendant la Guerre froide. Les conflits étaient avivés et canalisés par la présence des armes nucléaires qui, à cause de leur puissance, ont provoqué les premières divisions. Peu de temps après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, alors que les États-Unis se questionnaient à propos des armes nucléaires et du monde d'après-guerre, le ministre de la Guerre, Henry Stimson, a vivement recommandé le partage du soi-disant secret atomique avec l'Urss. Puisque ces armes étaient jugées capitales, il affirmait que toute tentative de les traiter comme un moyen de maintenir une sécurité unilatérale et compétitive éveillerait les soupçons soviétiques, sans compter les rivalités inhérentes à ce genre de compétition. Mais les Américains jugèrent qu'on ne pouvait prévoir la réaction des Russes et la prudence exigeait donc que la nouvelle source de puissance soit jalousement gardée. Un deuxième débat a eu lieu lorsque les États-Unis ont fait leur première proposition de désarmement atomique, appelé le Plan Baruch. À cette époque, on a également discuté des avantages de la fermeté, de la conciliation et parallèlement des dangers qui découlent de la provocation et de la conciliation. Pour certains, tout au moins, la proposition américaine écartait deux dangers. Premièrement, dans l'hypothèse où les Soviétiques craignaient les Américains, et que cette crainte était sincère, l'approbation de cette proposition offrait des garanties adéquates de paix. Par contre, si les Soviétiques avaient rejeté cette proposition, les intérêts des États-Unis auraient non seulement été protégés mais les Soviétiques auraient révélé que leur intérêt majeur n'était pas

7. Une récente étude a révélé que Chamberlain s'était, en fait, rendu compte que l'Allemagne représentait une menace et que la fausse opinion qu'il se faisait de Hitler avait trait au degré et non au genre.

la sécurité mais l'expansion. En rétrospective, cette évaluation du plan Baruch ne peut être maintenue; toutefois, cette tentative met en évidence les dimensions du problème.

Les critiques ont insisté sur le fait que la politique américaine de dissuasion créait elle-même le véritable danger d'une Russie hostile, lourdement armée, à laquelle l'Amérique devrait faire face. Les alliances (bien qu'elles ne se soient réellement formées qu'après la guerre de Corée), et les menaces atomiques implicites, sinon explicites, ne pourraient qu'augmenter le risque de guerre. Submergés par des tensions violentes et l'intolérance du début des années 50, ces arguments ont été repris, à la fin de ces mêmes années, par les psychologues et les sociologues qui ont expliqué que la menace, surtout nucléaire, a entraîné une escalade inutile d'hostilités et de conflits.⁸ Plus récemment, ces idées ont été renforcées par une étude des crises non nucléaires et par une description des raisons psychologiques qui expliquent pourquoi les gens sont susceptibles de surestimer la menace étrangère et de sous-estimer la menace que peut représenter leur pays.⁹

Les raisons pour lesquelles une force supérieure peut instaurer la paix sont tout à fait évidentes: l'adversaire s'abstiendra de réagir s'il sait qu'une tentative d'expansion ne peut qu'aboutir à la défaite. On n'explique pas, bien entendu, comment cette relation hostile pourra jamais prendre fin mais, au moins, l'espoir d'éviter la guerre subsiste aussi longtemps que les conditions adéquates sont remplies.¹⁰ Les arguments, qui démontrent les effets indésirés de la menace, sont aussi équitablement justes. Tout d'abord, les armes et la menace font fréquemment appel au dilemme de la sécurité. Cela signifie que les armes et les politiques destinées à renforcer l'État diminuent souvent, en contrepartie, la sécurité des autres États. Ceux-ci sont susceptibles de réagir en fabriquant leurs armes et en recherchant des alliés.¹¹ Deuxièmement, ce facteur structurel est renforcé par un facteur psychologique puisque les politiques et les positions militaires, qui sont destinées à la défense, peuvent être perçues comme indiquant l'hostilité et des intentions agressives. En résumé, lorsqu'une politique de menace et de dissua-

-
8. Voir par exemple, Charles OSGOOD, *An Alternative To War Or Surrender*, Urbana, University of Illinois Press, 1970. Pour des arguments analogues sur les origines de la Première Guerre mondiale, à la fois soutenus et stimulés par le modèle en spirale, voir Ole HOLSTI, Robert NORTH, et Richard BRODY, «Perception and Action in the 1914 crisis», dans J. David SINGER, dir., *Quantitative International Politics*, New York, Free Press, 1968, pp. 123-158.
 9. Voir par exemple, Richard Ned LEBOW, *Between Peace and War*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1981; Robert JERVIS, Richard Ned LEBOW et Janice GROSS STEIN, *Psychology and Deterrence*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1985; et Richard Ned LEBOW et Janice GROSS STEIN, «Beyond Deterrence», *Journal of Social Issues*, vol. 43, n° 4, 1988, pp. 5-72.
 10. George KENNAN a affirmé, bien qu'avec peu de convictions, que l'engagement pourrait en fin de compte apporter des changements internes en URSS. Ce qui permettrait l'instauration de meilleures relations. Cet argument, qui a souvent été dénigré, semble aujourd'hui exact.
 11. Voir John HERZ, «Idealist Internationalism and the Security Dilemma», *World Politics*, vol. 2, janvier 1950, pp. 157-180; Herbert BUTTERFIELD, *History and Human Relations*, London, Collins, 1951; Robert JERVIS, *Perception and Misperception in International Politics*, op. cit., pp.66-76.

sion est appliquée face à un pays principalement motivé par la peur et qui recherche un degré raisonnable de sécurité, elle peut aggraver le conflit et le danger de guerre.

Les armes nucléaires ne font qu'exacerber les aspects positifs et négatifs de cette situation. Elles augmentent autant les risques d'un conflit que, paradoxalement, la coopération, suivant le dilemme de la sécurité et de la dynamique psychologique.¹² Les raisons sont à la fois objectives (se rapportant à la nature des armes nucléaires) et subjectives (venant des analyses des théoriciens de la dissuasion). Si l'on prend tout d'abord ces dernières en considération, le problème a été principalement aggravé par le refus de le reconnaître. Cela veut dire que pour les deux premières décennies de la Guerre froide (époque où la théorie de la dissuasion s'est développée et épanouie), on a accordé beaucoup plus d'importance à ce que la menace et les forces militaires pouvaient empêcher qu'au danger qu'elles pouvaient représenter. Les principales raisons de cet état de choses sont liées aux préjugés intellectuels et politiques.

Au niveau intellectuel, la théorie de la dissuasion trouve l'existence d'un adversaire expansionniste tout naturel et pour cette raison, en partie, manque de fondement. Toute théorie, bien sûr, doit s'appuyer sur certaines bases et poser des hypothèses. Bien qu'une théorie, qui s'applique uniquement aux cas dans lesquels une puissance du statu quo fait face à une puissance expansionniste, ait un domaine limité, une telle restriction peut se justifier par l'accroissement de la force prescriptive et explicative qui est, de ce fait, acquise. De même il n'est pas illégitime, pour une théorie, de ne pas spécifier comment les hommes d'État et les chercheurs doivent déterminer le bien-fondé de son application, c'est-à-dire, dans ce cas précis, indiquer si l'autre est agressif.

En réalité, tel que le démontrent les délibérations des hommes d'État anglais avant les deux guerres, préciser les intentions des autres est fort difficile. Ni la diplomatie classique ni la science politique moderne ne peut y répondre facilement. La théorie de la dissuasion, à cette époque, ne niait pas que les menaces pouvaient aggraver les conflits et l'hostilité, si ces dernières étaient destinées à un adversaire qui se préoccupait principalement de sa sécurité; en fait, le problème n'était tout simplement pas abordé. La principale raison était l'opinion politique, presque universelle aux États-Unis à cette époque, qui voulait que l'Union soviétique soit une puissance expansionniste ne pouvant être freinée que par une politique convenablement menée de contrainte par les menaces.

Toutefois, si la théorie de la dissuasion a ignoré le problème général de la provocation, l'une de ses contributions majeures a été d'insister sur l'un des aspects particuliers de ce danger, ce que Thomas Schelling a appelé «la peur

12. Voir Robert JERVIS, *The Illogic of American Nuclear Strategy*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.

réciroque d'une attaque-surprise». ¹³ Une guerre préemptive pourrait éclater si l'un ou l'autre des deux camps, ou alors les deux à la fois, croit que l'ennemi est sur le point d'attaquer et que l'offensive, aussi terrible qu'elle puisse être, serait préférable à la défensive. La différence entre les deux naît des degrés de vulnérabilité des forces en présence. Ainsi, un État qui voudrait préserver la paix pourrait se sentir plus en sécurité si les forces de l'adversaire étaient elles-mêmes en sécurité, même si conséquemment, cet État serait incapable d'organiser une offensive réussie. Les théoriciens de la dissuasion ont, eux aussi, souligné qu'il pourrait être important pour l'État de donner à son adversaire l'assurance qu'il n'est pas sur le point d'attaquer. Dans le cas où les deux camps préféreraient la paix à la guerre, la provocation, aussi bien que la conciliation, constitueraient des dangers sérieux. Cependant, d'une manière générale, en ignorant ce problème, la théorie de la dissuasion est demeurée unilatérale et ne pouvait pas adéquatement traiter d'un éventail de situations et d'adversaires auquel un État pourrait être confronté.

Les armes nucléaires ont, paradoxalement, elles-mêmes réduit et aggravé le dilemme entre la conciliation et la provocation. En fait, cette aggravation s'est produite par un accroissement des risques d'échec. Les États doivent impérativement éviter des actions qui pourraient conduire à la guerre. Toutefois, le danger de guerre peut être exacerbé tant par une extrême ou une insuffisante fermeté que par une conciliation inconsistante ou trop soutenue. Mais d'un autre côté, la dévastation, que les deux camps redoutent, réduit la tension entre la crainte de la conciliation et celle de la provocation par le recours moins probable d'une violence à grande échelle. En effet, l'une des caractéristiques les plus remarquables de la Guerre froide est que, de façon générale, l'élite américaine (et non l'opinion publique), croyait que la guerre était pratiquement impossible. Les dirigeants américains, exception faite de quelques jours pendant la crise cubaine, n'avaient jamais pensé que la guerre éclaterait dans un proche avenir. Même à la fin des années 40, lorsque la dissuasion nucléaire américaine était encore peu développée et que l'on surestimait la force de l'armée soviétique, peu de gens croyaient à une attaque contre l'Europe. Le principal objectif de l'OTAN n'était pas d'assurer une défense européenne ou même de dissuader une attaque soviétique, mais plutôt de procurer le réconfort psychologique dont les Européens avaient besoin pour reconstruire leur système économique, politique et social. ¹⁴

La dissuasion était jugée très forte car, pour les Américains, il semblait évident que les Soviétiques considéreraient le déclenchement des hostilités comme le geste le plus stupide à poser. Dans la mesure où cette croyance est vraie (et nous le croyons), les politiques américaine et soviétique ont, de ce fait, une grande marge d'erreur. Il est peu probable que la conciliation, fondée sur

13. Thomas SCHELLING, *Strategy of Conflict*, Cambridge, Harvard University Press, 1960, chap. 9. Ces idées ont partiellement été tirées de l'œuvre de Albert WOHLSTETTER, «The Delicate Balance of Terror», *Foreign Affairs*, vol. 37, n° 2, janvier 1959, pp. 211-234.

14. Pour une argumentation et une documentation poussée, voir Robert JERVIS, *The Meaning of the Nuclear Revolution*, *op. cit.*, chap. 5.

l'impression erronée que les visées du camp adverse sont nettement limitées, déclenche des conséquences désastreuses plus que par le passé. De même, les politiques de dissuasion mal appliquées, tout en accroissant les tensions et l'hostilité, ne peuvent provoquer la Troisième Guerre mondiale. Les superpuissances trouveraient donc plus facile de «se tirer d'affaire» parce que personne n'est susceptible d'engager une guerre, à la suite des erreurs politiques du camp ennemi, tout comme elles ne peuvent avoir recours à la guerre pour toute autre raison.

Toutefois, les questions fondamentales restent les mêmes: La menace peut-elle dissuader ou provoquer l'URSS? Les modèles de la Première ou de la Deuxième Guerre mondiale sont-ils plus adéquats de nos jours? À la fin de cet essai, nous verrons les moyens de rechercher la meilleure solution possible, mais ici nous analyserons les sources de la controverse. Dans une large mesure, le désaccord se situe plus au niveau des intentions soviétiques qu'au niveau des théories générales du conflit international. Étant donné que les théoriciens de la dissuasion, autant que ceux défendant le danger d'un conflit par escalade non voulue, ont reconnu que la description et les prescriptions de l'ennemi sont adaptées à certaines circonstances, il est donc clair qu'une bonne partie du désaccord tourne autour des conditions particulières qui prévalent dans toute situation. Cet élément a souvent été ignoré, du moins dans les débats universitaires. Cependant, ce n'est pas le propos de cet article. Il n'en sera donc pas question ici.

Toutefois, il reste certains désaccords généraux. Tout d'abord, les divergences d'opinion, quant à l'agressivité des États, sont l'une des raisons pour lesquelles les gens mettent en doute les intentions soviétiques. Si des personnages comme Hitler étaient chose commune, il serait prudent d'admettre des preuves non fondées et d'inclure l'Union soviétique dans cette catégorie. Par contre, ceux qui pensent le contraire estimeront que des conclusions différentes devraient être tirées de la même information ambiguë. Deuxièmement, les analystes peuvent diverger dans leurs croyances générales quant à la probabilité que les intentions bienveillantes de leur propre État seront mal interprétées. Ceux qui sont sensibles au danger de provocation pensent que l'histoire révèle que les tentatives de maintenir les grandes lignes du statu quo sont souvent considérées, par le camp adverse, comme de l'expansionnisme et que la recherche unilatérale de la sécurité va souvent à l'encontre du but poursuivi. Dans cette perspective, il existe un double danger: les déductions alarmistes des Américains sur les intentions des Soviétiques peuvent être inexactes, tout comme les Russes peuvent également mal juger les politiques américaines, peu importe leur bonne formulation ou l'évidente conviction des Américains que leur pays désire uniquement s'opposer aux poussées illégitimes soviétiques. D'un autre côté, ceux qui croient (nous ne savons sur quelles bases ils se fondent) qu'il est relativement facile pour les États défendant le statu quo de faire connaître clairement leurs intentions, jugent l'Union soviétique plus sévèrement et pensent qu'il est peu probable qu'elle se sente menacée, même si elle n'est pas expansionniste, par la politique de dissuasion américaine.

Le troisième désaccord général réside dans le fait qu'un bon nombre d'analystes, qui redoutent la provocation, pensent que la dissuasion est relativement facile aussi longtemps que les agresseurs n'ont pas de désir expansionniste. Par conséquent, les forces du statu quo n'ont pas besoin d'entreprendre des actions radicales qui, dans le cas où elles sont basées sur des suppositions erronées, mèneraient à la provocation. D'un autre côté, les analystes, qui sont préoccupés par les dangers de la conciliation, ont tendance à croire que la dissuasion est généralement très difficile parce qu'un expansionniste est prêt à saisir toutes les opportunités. On doit donc admettre certains risques de provocation. Toutefois, ces spécialistes croient que ce risque est minime puisqu'un État, qui a pour principal souci de se protéger, aura du mal à répondre du tac au tac. La provocation ne peut exister qu'en cas de circonstances extrêmes.

La quatrième différence a trait au rôle de la politique intérieure. Avant d'y arriver, nous devons souligner que les deux écoles de pensée diffèrent du réalisme classique qui, contrairement au Wilsonnisme et au marxisme, affirme que les mesures intérieures n'ont généralement pas d'impact sur la politique étrangère. Certains analystes exigent une politique de dissuasion énergique parce qu'ils fondent leurs croyances et leurs théories, au sujet de l'expansionnisme soviétique, sur le système interne soviétique et sur les sources intérieures de sa politique étrangère. En d'autres termes, un bon nombre de gens croit que l'Union soviétique est (du moins était), fortement répressive, sinon totalitaire, et que des régimes de ce genre doivent s'étendre à l'extérieur de leurs frontières pour arriver à régler leurs tensions intérieures.

De telles croyances ont joué un rôle important dans le développement de la politique américaine au début de la Guerre froide. Les États-Unis sont sortis de ce conflit prêts à considérer les pays totalitaires comme des États expansionnistes. Ceci s'explique d'une part à cause de l'idéologie américaine, de l'appui sous-jacent sinon explicite des idées de Woodrow Wilson, au sujet du lien entre régime interne et politique extérieure et, d'autre part, à cause de l'expérience acquise dans la lutte contre les ennemis totalitaires pendant la Seconde Guerre mondiale. En effet, pendant cette guerre, les planificateurs du Pentagone ont supposé que le prochain conflit opposerait les États-Unis à une puissance totalitaire, tout en ignorant laquelle.¹⁵ Comme Arthur Sulzberger l'a dit: «Seuls ceux qui ont une déclaration des droits ne représentent pas un ennemi potentiel pour les autres peuples.»¹⁶ Même un réaliste de la trempe de Georges Kennan fut

15. Michael SHERRY, *Preparing for the Next War: American Plans for Postwar Defense, 1941-1945*, New Haven, Yale University Press, 1977, pp. 52-53.

16. Cité dans John Lewis GADDIS, *The Long Peace*, New York, Oxford University Press, 1987, p. 36. Pour une discussion plus poussée, voir *Ibid.*, chap. 2 et Thomas PATTERSON, *Meeting the Communist Threat*, New York, Oxford, 1988, chap. 1. La version subtile de cet argument s'appuie sur la théorie et la pratique: voir Michael DOYLE, «Kant, Liberal Legacies, and Foreign Affairs», parties 1 et 2, *Philosophy and Public Affairs*, vol. 12, 1983, pp. 205-235 et 323, 353. Pour de plus amples recherches, la question est de savoir si Européens et Canadiens ont fait les mêmes inférences sur les rapports existant entre le système intérieur soviétique et sa politique étrangère. Comme le dit GADDIS dans *The Long Peace*, *op. cit.*, chap. 3, les tiers conçoivent la menace généralement comme les Américains. Il est bien possible qu'ils soient arrivés aux mêmes conclusions à partir de bases différentes.

en faveur de la thèse des sources internes du comportement soviétique. Pendant toute la durée de la Guerre froide, les adeptes de la dissuasion ont beaucoup développé ce thème. D'où l'insistance, dans les années 80, du président Reagan sur l'importance des droits de la personne en Union soviétique. Non seulement il est vrai que l'oppression interne est dangereuse, mais un pays qui applique des mesures répressives à l'encontre de son propre peuple, ne peut pas s'engager dans une coopération bénéfique mutuelle. Ainsi, de ce point de vue, il n'est pas surprenant que Reagan ait considéré les réformes de Gorbatchev comme permettant l'évolution des nouvelles relations américano-soviétiques. Étant donné que les élans expansionnistes russes découlent en grande partie de leur politique intérieure, des changements significatifs de ce système réduiront largement ces élans.

Bon nombre de ceux qui mettent l'accent sur le danger de la provocation voient également des sources internes à l'œuvre, mais d'une manière bien différente.¹⁷ La dissuasion peut échouer parce que des pressions internes peuvent pousser les États à s'engager dans des positions intenable ou à défier les menaces potentielles des autres. Ces pressions internes ne sont pas générées par la nature d'un régime totalitaire, mais découlent plutôt des aspects très variés de la lutte nationale pour le pouvoir. Elles peuvent être enracinées dans des conflits de classe ou sectoriels, comme elles l'étaient en Allemagne wilhelmienne. Elles peuvent être considérées comme des préoccupations de fierté nationale (cas de l'Inde en 1962), ou alors découler du besoin d'une élite faible de gagner une victoire extérieure (Argentine en 1982). Il est difficile, pour le camp adverse, de sentir à quel moment ces pressions internes sont à l'œuvre, en partie parce que les causes peuvent être variées. Par conséquent, il est possible que les États ne remarquent pas que la dissuasion est susceptible d'être inefficace dans le meilleur des cas et provocatrice dans le pire des cas.

On ne peut entièrement résoudre ces problèmes. L'ensemble des discussions est complexe, tant sur le plan théorique qu'empirique. L'explication donnée aux comportements passés des nations est toujours sujet à controverse, tout comme nous le rappelle l'incessante dispute sur les origines de la Première Guerre mondiale. De plus, dans tous les cas contemporains, les intentions du camp opposé sont toujours demeurées ambiguës. À la fin de cet article, nous proposerons des moyens possibles pour résoudre ce dilemme, mais ne nous leurrerons pas: la conciliation et la dissuasion peuvent échouer, tandis que la provocation et l'apaisement peuvent constituer des dangers réels.

17. Voir Richard LEBOW, *Between Peace and War*, *op. cit.* ; JERVIS, LEBOW et STEIN, *Psychology and Deterrence*, *op. cit.* ; Richard LEBOW et Janice STEIN, «Beyond Deterrence», *op. cit.*

II - La dissuasion par représailles face à la dissuasion par négation

La deuxième question de portée générale se situe dans les limites de la théorie sur la dissuasion. Nous avons expliqué, un peu plus tôt, que les armes nucléaires augmentent le rôle de la dissuasion par les représailles et diminuent celui de la dissuasion par la négation. Toutefois, tous les analystes ne défendent pas ce point de vue. En effet, son rejet et l'hypothèse selon laquelle la stratégie nucléaire peut se former dans le cadre intellectuel qui s'était développé à une époque plus lointaine (qualifiée de «conventionnalisation» par Hans Morgenthau),¹⁸ constituent les fondements d'une bonne partie de la politique étrangère américaine. Ce débat, tout comme le précédent, a vu le jour dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Deux ouvrages, écrits en 1946, ont exposé les grandes lignes de la plupart des arguments ultérieurs. Bernard Brodie et ses collègues ont écrit, cette année-là, *The Absolute Weapon*, ouvrage dans lequel ils prévoyaient que la guerre nucléaire ne pouvait être gagnée, la dissuasion serait mutuelle, les États ne pourraient assurer leur propre protection et que la guerre serait évitée parce que chaque camp réaliserait que le combat détruirait ses propres valeurs.¹⁹ Puisque l'affrontement direct des armées ne pouvait plus protéger l'État, l'avantage militaire avait perdu sa fonction principale.

Pour William Borden par contre, les armes nucléaires, loin de transformer radicalement la stratégie, ont plutôt renforcé un bon nombre de ses éléments traditionnels.²⁰ On utiliserait la bombe atomique contre les installations militaires parce que la vulnérabilité des villes conduirait les deux camps à ménager ces cibles. De plus, la défense pourrait être possible, aspect que Brodie a complètement ignoré. Pour Borden, par conséquent, la guerre nucléaire pouvait déboucher sur une victoire significative et les États avaient non seulement besoin de la capacité de détruire le camp adverse, mais aussi de pouvoir l'emporter dans une guerre nucléaire. En termes plus actuels, il fallait donc un large éventail d'options contreforces.

Une bonne partie du débat des quarante dernières années peut se résumer en ces termes. Comme le dit Lawrence Freedman: «La plupart des idées, que l'on considère comme nouvelles et profondes de nos jours, ont déjà été exprimées dans le passé et parfois de manière plus précise et plus savante.»²¹ Le problème

18. Hans MORGENTHAU, dans «The Fallacy of Thinking Conventionally about Nuclear Weapons», dans David CARLTON et Carlo SCHAEFER, dir., *Arms Control and Technological Innovation*, New York, Wiley, 1976, pp. 256-264 ; voir aussi Robert JERVIS, *Illogic of American Nuclear Strategy*, op. cit., chap. 1.

19. Bernard BRODIE et al., *The Absolute Weapon*, New York, Harcourt Brace, 1946.

20. *There Will Be No Time*, New York, Macmillan, 1946. Je suis reconnaissant à James KING, *The New Strategists*, (manuscrit non publié), pour avoir insisté sur la signification de ce livre. Il faudrait remarquer que, selon Borden, les armes nucléaires ont effectivement provoqué une révolution. Mais cela n'a été possible qu'en interprétant mal les aspects cruciaux de la Deuxième Guerre mondiale.

21. Lawrence FREEDMAN, *The Evolution of Nuclear Strategy*, New York, St. Martin's Press, 1981, p. XV ; voir également p. 396.

demeure ce qu'il était en 1946: qu'est-ce qui fait reculer l'Union soviétique: la peur de perdre la guerre ou celle de voir ses valeurs détruites? Tout comme pour le cas de la provocation par rapport à la conciliation, la question s'oriente à la fois vers l'analyse générale et vers les points de vue sur l'Union soviétique. À cause de l'espace qui nous est imparti, nous allons concentrer notre analyse sur le premier aspect. Nous verrons que, même si en réalité la dissuasion repose sur les croyances de l'ennemi, prétendre que l'attitude soviétique oblige l'Occident à adopter une politique semblable à celle décrite par Borden, c'est en fait interpréter de façon désastreuse la position de l'URSS.

Nous croyons que le point de vue de Brodie est le plus valable.²² Mais il ne doit pas être assimilé à la conception générale de la politique de «représailles massives» d'Eisenhower ou à une simple version de la «destruction mutuelle assurée». Premièrement, bien que la politique déclaratoire américaine des années 50 ait souvent insisté sur les attaques purement de contre-valeur, les plans de guerre renferment toujours un «mélange optimal» d'attaques contre-forces et de contre-valeur. Les premières, en effet, ont toujours eu priorité pour un certain nombre de raisons dont l'espoir, en cas de réussite, de limiter les dégâts sur le territoire américain.²³ La politique américaine était et demeure *militairement* offensive, bien que cela ne signifie pas que les États-Unis étaient et sont *politiquement* agressifs. Cela veut tout simplement dire que les dirigeants militaires croient que la meilleure façon de prévenir une guerre est d'être prêt à livrer bataille, dans les meilleures conditions possibles, exactement comme l'a écrit Borden.

Bien entendu, l'un des désavantages, d'une politique de menace de destruction, réside dans le fait que sa crédibilité est limitée lorsque l'adversaire est en possession d'un grand stock d'armes nucléaires. Cependant, il existe deux points fondamentaux que l'on oublie souvent. Tout d'abord, la crédibilité n'est pas si importante. Si les Russes croient qu'attaquer l'Europe occidentale implique, disons, une chance sur vingt de mener à une guerre nucléaire, ils n'engageront pas la bataille tant et aussi longtemps que, sans une telle attaque, leur propre sécurité ne serait pas en jeu. Deuxièmement, ce que chaque camp doit craindre n'est pas seulement (et pas tellement), que l'ennemi pourrait tout simplement

22. Il y avait très peu d'armes nucléaires pour provoquer le genre de destruction que Brodie prévoyait. Son argument était inexact. En fait, il a fallu l'avènement de la bombe à hydrogène pour que les conditions décrites par Brodie soient créées. Ce qui est assez intéressant, c'est que lorsqu'il a appris l'existence de cette arme, son opinion a quelque peu changé dans sa recherche des théories et techniques de guerres limitées. Lorsque ses idées ont porté fruit sous McNamara, il s'y est fortement opposé. La vision de Borden visait aussi le futur. Elle incluait à la fois les missiles intercontinentaux et les systèmes antimissiles. Cependant, ce ne sont pas les nouvelles inventions qui déterminent la validité de ces points de vue, mais plutôt la qualité des idées politiques qu'elles expriment.

23. La meilleure étude des plans de guerre des États-Unis à cette époque est faite par David ROSENBERG, «The Origins of Overkill: Nuclear Weapons and American Strategy, 1945-1960», *International Security*, vol. 7, n° 4, printemps 1983, pp. 3-71; pour une analyse parallèle des années plus récentes voir Desmond BALL, «U.S. Strategic Forces: How should they be used», *International Security*, vol. 7, n° 3, hiver 1982-83, pp. 31-60.

déclencher une attaque nucléaire totale, mais plutôt que les confrontations, les crises et la violence limitée pourraient aboutir à une guerre totale par le truchement d'événements incontrôlables, même si l'on ne peut prévoir comment cela se produirait. Cette dynamique a été bien décrite par Thomas Schelling:

L'idée qu'un pays ne peut vouloir s'engager dans une guerre généralisée sans provoquer sa propre destruction, à moins qu'il n'ait la possibilité de contrer l'attaque adverse, semble être reliée au fait que la guerre ne dépend (ou ne peut dépendre) d'une décision alternative (oui-non) délibérée. Mais si la guerre a tendance à résulter d'un processus dans lequel les deux camps deviennent de plus en plus inquiets de ne pas être un bon second dans le cas où la guerre éclaterait, ce n'est pas «une première frappe possible» qui fait peur mais plutôt une véritable guerre. L'Union soviétique peut nous menacer de guerre, elle peut même nous impliquer dans une guerre que nous aurions probablement déclenchée, en menaçant de nous entraîner dans un processus qui aboutirait à la guerre nucléaire [...]. Toute situation menaçante pour un camp l'est pour les deux avec le danger d'une guerre que ni l'un ni l'autre ne veut; les deux camps auront à procéder avec précaution pour sortir de la crise, sans jamais être complètement sûrs que l'autre saura comment éviter le faux pas.²⁴

Il est nécessaire de procéder à une courte démonstration, avant de discuter des implications de cette dynamique. Comment la violence peut-elle atteindre un degré supérieur à celui que l'un ou l'autre des adversaires aura voulu? Cela peut arriver de deux façons: chaque camp pourrait égaler ou surpasser les actions de l'autre, ce qui pourrait aboutir à une violence beaucoup plus importante que l'on aurait présagé au début des hostilités. Deuxièmement, le processus pourrait provoquer, par mégarde, une guerre totale.²⁵ Dans le premier cas, la politique (internationale et intérieure), peut s'allier avec la psychologie pour produire une spirale de réciprocité, dans laquelle chaque État sent qu'il doit appliquer l'escalade plutôt que de subir une défaite, même si le prix à payer dépasse largement la valeur des enjeux. Dès lors qu'un conflit est déclenché, il prend une importance en soi parce que chaque camp craint qu'une retraite n'aggrave sa position et, à un degré moindre, espère que la victoire aura des conséquences d'une portée considérable.

Toutefois, nous pensons que les acteurs considèrent le deuxième aspect de l'escalade comme le plus probable et le plus dangereux. Ce qui terrorise les acteurs c'est que les événements peuvent devenir incontrôlables. Parce que les mécanismes possibles sont infinis, nous les illustrerons seulement par quelques incidents survenus pendant la crise cubaine. Bien entendu, ces événements ont été contrôlés. Cependant, comme l'a dit Arthur Schlesinger, le président Ken-

24. Thomas SCHELLING, *Arms and Influence*, New Haven, Yale University Press, 1966, pp. 98-99.

25. Morton HALPERIN, *Limited War in the Nuclear Age*, New York, Wiley, 1963.

nedy avait peur de la guerre, non pas parce qu'il croyait que Khrouchtchev pourrait la déclencher intentionnellement, mais il appréhendait que «quelque chose de grave pouvait finir par arriver.»²⁶

De telles choses peuvent facilement survenir parce que les décideurs subissent de grandes pressions psychologiques. Les comportements du camp adverse sont difficiles à interpréter et les ordres doivent être exécutés par de grandes organisations peu maniables qui agissent, souvent, sans tenir compte des intentions des responsables ou sans les tenir informés, ou même pire, en les désinformant. Par exemple, lors de la crise cubaine, la marine américaine a peut-être harcelé les sous-marins soviétiques plus que ne le voulait ou ne le savait Kennedy. De même, un U-2, au cours d'une mission météorologique de routine, s'est retrouvé au-delà de la Sibérie, ce qui avait fortement inquiété la Maison-Blanche. Bien que les Russes aient réagi modérément, les autorités américaines avaient raison de s'inquiéter: comme le savaient les deux camps, les plans de guerre américains exigeaient qu'il y ait une reconnaissance aérienne avant les attaques. Nous savons aussi, maintenant, ce que les responsables civils de cette époque ignoraient: par exemple qu'en réponse à la décision présidentielle de mettre les forces nucléaires en alerte, le commandant du *Strategic Air Command* (SAC) avait envoyé les signaux appropriés aux unités, non pas en code mais en clair, ce qui auraient pu paraître particulièrement humiliant, sinon provocateur, pour les Russes.²⁷

Bien que nous sachions beaucoup moins ce qui se passait du côté soviétique, nous savons aujourd'hui que l'incident qui a abouti au quasi-ultimatum américain, (la destruction d'un U-2 américain au-dessus de Cuba), n'avait pas, en fait, été ordonné par le Kremlin. Des Russes bien renseignés nous disent aujourd'hui que cette décision, d'abattre le U-2, provenait du commandant militaire russe local à la grande surprise des dirigeants soviétiques.²⁸ Mais à l'époque, cette possibilité a à peine effleuré l'esprit des responsables américains.²⁹ D'après Roger Hilsman, «Washington pensait que les Soviétiques savaient qu'abattre les

26. Arthur SCHLESINGER, Jr, *Robert F. Kennedy and His Time*, Boston, Houghton Mifflin, 1978, p. 529.

27. Raymond GARTHOFF, *Reflection of the Cuban Missile Crisis*, Washington, D.C., Brookings, 1987, p. 40.

28. Richard BERNSTEIN, «Meeting Sheds New Light on Cuban Missile Crisis», *New York Times*, 14 octobre 1987.

29. Le vice-président Johnson a effectivement médité sur ce sujet : «Dès lors qu'on a fait mention de ces fichus avions, j'ai eu peur. Rien qu'un avion ordinaire sans armes ni signalement, volant à deux ou trois cents pieds[...]. Imaginez une espèce de capitaine russe dément [...] qui pourrait juste appuyer sur la détente [...]. C'est comme si nous étions en train de jouer au 4 juillet ou quelque chose de ce genre [...]. Maintenant que faites-vous ? Vous les inquiétez psychologiquement. Eh bien! zut !, c'est comme si un type me disait au Congrès "Allez ! Allez ! Causez leur des tracasseries !". Chaque fois que j'ai tenté de créer des ennuis à quelqu'un j'en ai moi-même récolté ! Si vous essayez de les inquiéter psychologiquement avec une fusée éclairante, vous risquez d'écoper d'un coup de feu dans le derrière.» McGeorge BUNDY, transcripteur et James BLIGHT, rédacteur «October 27, 1962 : Transcripts of the meeting of the ExComm», *International Security*, vol. 12, n° 3, hiver 1987-88, pp. 71 et 80.

U-2 obligerait les États-Unis à prendre des mesures directes contre les rampes de lancement soviétiques basées à Cuba, et que leur décision signifierait qu'ils avaient décidé d'une épreuve de force». ³⁰

Ces événements fâcheux n'ont pas abouti à la guerre, ou à l'escalade, mais ils ont conduit Kennedy et ses conseillers à croire que, contrairement à leurs attentes au début de la crise, la confrontation était trop dangereuse pour continuer. Le Président a décidé d'accroître la pression sur Khrouchtchev, notamment en lui fixant un délai de 24 heures. Également révélateur, non seulement de cette crise mais aussi de l'attitude générale des puissances nucléaires, Kennedy a, au même moment, amené Khrouchtchev à accepter un accord – en particulier, sur la déclaration confidentielle que les missiles en Turquie pourraient bientôt être retirés. En effet, il semble aujourd'hui que Kennedy aurait peut-être fait de plus grandes concessions si cela s'était avéré nécessaire. ³¹

Autre preuve qu'une technologie sophistiquée n'a pas fait disparaître la dynamique sous-tendant la perte de contrôle: il semble aujourd'hui que la destruction de l'avion iranien, en juillet 1988, était un accident prévisible. Le *Vincennes* était en pleine zone de combat (c'était sa première expérience de ce genre). La perspective d'une attaque menée par les avions de guerre iraniens, combinée à la tension, a amené les officiers à mal interpréter les informations fournies. ³² De plus, cette tragédie peut être mise en parallèle avec la destruction de l'U-2: il est tout à fait possible que les Iraniens aient cru que les États-Unis avaient agi délibérément et qu'ils se livreraient à de plus importantes actions punitives si la guerre continuait.

Les implications du comportement des superpuissances, dans la crise des missiles de Cuba, sont multiples et confirment généralement une version sophistiquée de la destruction mutuelle assurée et de la stratégie, associée à Brodie, plutôt que celle définie par Borden. ³³ Tout d'abord, et nous y reviendrons dans la conclusion, les États-Unis étaient prudents même avec leur supériorité nucléaire considérable. L'éventualité de perdre une seule ville, ou même deux, suffisait à dissuader Kennedy d'aller au-delà de l'objectif minimal qui était de retirer les forces nucléaires soviétiques de Cuba. Deuxièmement, et relié à cela, bien que les États-Unis aient reconnu la possibilité de conflits contreforces limités et que le département de la Défense était sur le point de développer de telles options, les responsables américains n'ont pas cru bon de mettre une telle politique en œuvre. Troisièmement, la supériorité militaire locale, bien que

30. Roger HILSMAN, *To Move a Nation*, New York, Garden City, Doubleday, October 1964, p. 220.

31. McGeorge BUNDY, James BLIGHT, «October 27...», *op. cit.* ; James BLIGHT, Joseph NYE et David WELCH, «The Cuban Missile Crisis Revisited», *Foreign Affairs*, vol. 66, n° 1, automne 1987, p. 186. Cette prudence concorde avec les attentes générées par la théorie de la révolution nucléaire: voir Robert JERVIS, *The Meaning...*, *op. cit.*, chap. 1.

32. Bernard TRAINOR, «Errors by a Tense U.S. Crew Led to Downing of Iran Jet, Inquiry is Reported to Find», *New York Times*, 3 août 1988.

33. Voir Robert JERVIS, *The Meaning...*, *op. cit.*, chap. 3.

probablement utile, n'était pas décisive. Le risque d'escalade ne pouvait pas être diminué par la supériorité écrasante de la marine. En effet, si l'avantage local avait été crucial, alors les Soviétiques auraient pu profiter de cet avantage pour prendre Berlin comme le croyaient certains Américains. En fin de compte, du moins du côté américain, ce qui fut crucial a été bien plus la peur d'une guerre nucléaire que la supériorité ou l'infériorité nucléaire.³⁴

En stratégie nucléaire, cela signifie que le paradoxe stabilité-instabilité n'est pas aussi accentué qu'on l'a souvent cru.³⁵ De fait, on a plusieurs fois affirmé qu'une conséquence de l'impasse nucléaire est de rendre peu crédible la menace américaine de répliquer, avec des armes nucléaires stratégiques, à autre chose qu'une attaque soviétique illimitée sur le territoire américain. Effectivement, les armes nucléaires s'excluent l'une l'autre; à des niveaux de violence moins élevés, la dissuasion par la négation est aussi nécessaire que possible. D'où l'argument de McNamara: «Les armes nucléaires stratégiques ont perdu toute l'utilité militaire qu'on leur avait jamais attribuée. Leur seul but, en fait, est de dissuader le camp adverse d'utiliser en premier sa force stratégique».³⁶ Ceci serait vrai si le monde n'était que certitudes et si les résultats des actions coïncidaient toujours avec les intentions. Mais lorsque l'escalade est une éventualité réelle, s'engager dans un conflit, ou utiliser la force limitée, entraîne automatiquement le risque d'une guerre régionale. Donc, l'Ouest n'a pas besoin de prouver sa capacité à combattre les Russes en Europe, ou dans le golfe Persique, pour empêcher les attaques dans ces régions même en présumant que la menace militaire russe soit importante. Tant que l'Ouest aura la force et la volonté d'attaquer les Soviétiques, le conflit ressemblera à un combat de coqs parce que ce sera beaucoup plus le risque partagé et inévitable d'un holocauste qui sera important que le fait de savoir qui est le vainqueur ou le perdant.

Dans l'administration Reagan, on a souvent exprimé l'idée de la dissuasion par la négation en termes de besoin de priver les Russes de leurs visées de guerre. Comme l'a affirmé le chef d'état-major de l'armée de l'air, l'idée selon laquelle la capacité contreforce des missiles américains est déstabilisatrice est une absurdité. «Ces fusées mettent en péril les atouts les plus fondamentaux pour la réalisation des visées de guerre soviétiques et sont, par conséquent, des armes de dissuasion plus puissantes et [de ce fait] stabilisatrices».³⁷ Cette idée est très séduisante. Les Russes ne s'engageraient à faire la guerre que s'ils croient que leurs objectifs peuvent être réalisés: la capacité occidentale de les en empêcher les dissuaderait donc. La dissuasion par les représailles ne pourrait être retenue que comme une solution désespérée. Au minimum, on devrait disposer d'une

34. Pour un argument similaire, voir McGeorge BUNDY, *Danger and Survival*, New York, Random House, 1988.

35. Glenn SNYDER, «The Balance of Power and The Balance of Terror», dans Paul SEABURY, dir., *The Balance of Power*, San Francisco, Chandler, 1965, pp. 184-204.

36. Robert McNAMARA, «The Military Role of Nuclear Weapons», *Foreign Affairs*, vol. 62, n° 1, automne 1983, p. 68.

37. Cité dans Edgar ULSAMER, «Missiles and Targets», *Air Force Magazine*, juillet 1987, p. 74.

capacité de dissuasion par négation. Toutefois, cette intuition est en fait trompeuse. Tout d'abord, dans la mesure où nier les visées de guerre soviétiques signifie mettre en péril leur force de représailles, la dissuasion a la valeur d'une provocation éventuelle comme on l'a vu précédemment. Deuxièmement, quelles que soient les visées de guerre soviétiques, qui supposent la préservation de leur État et de leur société, les États-Unis peuvent, même en l'absence d'options contreforces, s'opposer à ces objectifs, comme le savent fort bien les Soviétiques. Bien entendu, la crédibilité de la menace est amoindrie par la capacité des Russes de détruire les États-Unis. Cependant, cette crédibilité ne serait pas accrue par la capacité de nier les autres visées de guerre russes. (Par exemple, par la capacité de faire face à une attaque conventionnelle soviétique, en Europe occidentale, sans recourir aux armes nucléaires). La vulnérabilité des villes américaines est ce qui réduit la crédibilité de la menace de représailles; l'aptitude à refuser aux Soviétiques de poursuivre leurs visées de guerre ne les soustrait pas de leur situation d'otages. Même dans le cas d'une guerre limitée, que les États-Unis pourraient gagner, il y aurait toujours un risque d'escalade important pouvant aboutir à de plus hauts niveaux de violences.³⁸ Les deux camps ne peuvent échapper au spectre de la destruction nucléaire. S'ils tentent de le faire, cela ne pourrait qu'aggraver les dilemmes de l'ère nucléaire, plutôt que de les résoudre.

Conclusion

Chercheurs et hommes d'État ont discuté de ces questions depuis le début de l'ère nucléaire. En effet, on peut trouver dans l'Histoire des débats qui s'y rattachent. Il est donc peu probable, en l'absence d'une guerre nucléaire totale, que ces problèmes soient un jour complètement résolus. Il est possible que des changements dans la politique intérieure et extérieure américaine ou soviétique diminuent largement l'acuité de ces problèmes.³⁹ Pour l'instant toutefois, nous essaierons de regrouper certaines idées en un ensemble cohérent. Lorsqu'on pense au dilemme conciliation-provocation, il faut se rendre compte que les États croient que leur sécurité dépend de l'insécurité, sinon de l'élimination, des autres. Un État peut donc agir de manière agressive, non à cause d'un désir inhérent d'expansionnisme pour accroître ses valeurs, mais parce que, pour lui, la meilleure, sinon l'unique façon d'assurer sa sécurité, est d'accroître sa puissance et son influence. Cela se vérifie particulièrement dans les conflits entre États ayant des systèmes sociaux différents (si l'on emprunte la terminologie soviétique). Les États-Unis et l'URSS redoutaient beaucoup plus le symbole de puissance, que chacun représentait, que les actes réellement commis: chacun croyant que l'autre avait des visées expansionnistes. La bipolarité donne aussi naissance à l'hostilité et à l'insécurité. En vertu de sa puissance militaire et de

38. Pour expliquer pourquoi l'État qui prône le statu quo a parfois dans de telles circonstances, une position avantageuse, voir Robert JERVIS, *The Meaning...*, op. cit., chap. 1.

39. Voir Sewerin BIALER et Robert JERVIS, dir., *Soviet American Relations in the 1990s*, (à paraître).

ses réserves nucléaires, chaque superpuissance représente la principale menace de l'autre. Ce que Raymond Aron disait, à propos des origines de la Guerre froide, garde toute sa force. Les États-Unis et l'URSS sont des «ennemis par leur position». Le conflit Est-Ouest a été enraciné par les exigences de sécurité. Poussé à l'extrême, cela rendrait la sécurité mutuelle impossible et la sécurité totale nécessiterait que le camp adverse soit dévasté. On peut expliquer, en grande partie, le fait que cette conclusion théorique ne soit pas encore élaborée par le coût prohibitif des grandes guerres, coût que les armes nucléaires ont plutôt accru et non créé.⁴⁰

Le point crucial, dans ce contexte, est que les armes nucléaires peuvent permettre d'atteindre l'objectif de sécurité mutuelle. Si l'un ou l'autre, voire si les deux camps, pensent que l'avantage militaire procure la sécurité, peu importe que leurs objectifs soient axés vers l'expansion ou la paix, alors ils doivent combattre en vue d'obtenir la supériorité. Mais, si les États excluent ce raisonnement traditionnel et se rendent compte que l'avantage militaire ne représente pas grand chose à des niveaux élevés d'armes nucléaires et ne peut réduire le danger de guerre nucléaire, s'il est poursuivi à des niveaux inférieurs, alors les politiques militaires pourront devenir beaucoup moins compétitives. Lorsque la paix est maintenue par la peur et non par la supériorité nucléaire, les deux camps doivent se sentir mutuellement en sécurité. Une appréciation de la thèse émise par Brodie, au début de l'époque nucléaire, peut ainsi atténuer les compromis entre la conciliation et la provocation.

Contrairement à ce que pensent les adeptes de la dissuasion par la négation, il ne semble pas exister au fond de lien entre l'état de l'équilibre militaire et les conséquences politiques de cet équilibre. C'est-à-dire que les objectifs politiques soviétiques n'ont pas connu la même progression que leurs armes. À la fin des années 40, lorsque l'équilibre militaire était probablement moins en leur faveur, les Russes étaient plus audacieux; la crise la plus violente de la Guerre froide, la Crise cubaine, semble avoir été provoquée plus par la peur soviétique des conséquences de leur infériorité nucléaire que par la confiance dans leur force militaire. Il n'y a jamais eu de crises importantes entre les Américains et les Soviétiques depuis l'avènement de la parité nucléaire.⁴¹ Il est vrai que, au milieu et à la fin des années 70, les Soviétiques semblaient à la fois militairement forts et prêts à se lancer dans des interventions dans le Tiers-Monde. Toutefois, on peut difficilement attribuer cette attitude à l'équilibre stratégique. En effet, lorsque l'on a demandé aux représentants de l'Administration Carter si, dans le cas d'un équilibre différent, ils se seraient opposés plus violemment aux Soviétiques, ils ont répondu par la négative.⁴²

40. Pour l'argument qui affirme que nous serions presque arrivés au même point par les explosifs conventionnels si la fission nucléaire n'avait pas été possible, voir John MUELLER, *Retreat from Doomsday: the Obsolescence of Major War*, New York, Basic Books, 1989.

41. Les études de Richard BETTS sont les meilleures, *Nuclear Balance and Nuclear Blackmail*, Washington, D.C., Brookings, 1987; McGeorge BUNDY, *Danger and Survival*. Pour une discussion poussée, voir Richard LEBOW et Janice STEIN, *Beyond...*, *op. cit.*, et Robert JERVIS, *The Meaning... op. cit.*

42. Interviews.

De plus, l'équilibre nucléaire, qui a très peu changé, ne peut expliquer le fait que les Soviétiques aient causé moins d'ennuis sous Reagan que sous Carter. Ceci ne signifie aucunement que la force militaire et les armes nucléaires ne sont pas pertinentes. La peur d'une guerre dévastatrice peut largement susciter une attitude pacifique et réservée. Toutefois, les menaces ne sont pas suffisantes; elles doivent être renforcées par des récompenses et des assurances, si l'on a pas affaire à un Hitler.⁴³ Le camp adverse doit croire qu'il est possible d'avoir un avenir de paix satisfaisant. À l'ère nucléaire, d'une manière ironique, une position de dissuasion par les représailles est plus solide que la dissuasion par la négation. Chaque camp peut essayer de collaborer aux objectifs de la sécurité de l'autre et légitimer ses intérêts, sans ruiner la crédibilité de sa menace, dans le cas où l'adversaire menacerait les intérêts importants de l'État. Le spectre d'une guerre mondiale nucléaire est en effet épouvantable, mais il peut aboutir à un haut degré de sécurité mutuelle.

43. Janice STEIN, «Deterrence and Reassurance», dans Philip TETLOCK *et al.*, dir., *Behavior, Society, and Nuclear War*, New York, Oxford University Press, (à paraître); David BALDWIN, «The Power of Positive Sanctions», *World Politics*, vol. 21, octobre 1971, p. 19-38.